

L'aide financière au Mali à l'épreuve de la guerre et de la corruption

Bamako reçoit plus de 855 millions d'euros d'aide internationale par an, pour un résultat minime

Le président Ibrahim Boubacar Keita, qui se présentera devant les électeurs maliens le 29 juillet pour briguer un second mandat face à vingt-trois autres candidats, a bénéficié d'un soutien de plus de 1 milliard de dollars (plus de 855 millions d'euros) par an en moyenne, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Atteint bien avant son arrivée au pouvoir en 2013, ce niveau d'aide marque un degré d'engagement historiquement élevé de la part des donateurs internationaux. Pourtant, son efficacité n'a rien d'évident.

Sollicité, le ministre de l'économie et des finances, Boubou Cissé, n'a pas jugé bon de clarifier l'utilisation de cette manne financière assurant la moitié des dépenses d'investissement du budget de l'Etat et davantage encore lorsqu'il s'agit de l'éducation ou de la santé.

Au lendemain de l'éphémère coup d'Etat de mars 2012 puis de l'intervention des troupes françaises pour repousser les groupes djihadistes en marche vers la capitale, Bamako, l'aide internationale visait à participer au rétablissement de la paix et à la stabilisation du pays. En particulier dans les régions du Nord, délaissées des politiques publiques et foyers des rébellions touareg ainsi que de l'offensive djihadiste. A la conférence de Paris pour la relance économique et le développement du Mali, en octobre 2015, 3,2 milliards de dollars avaient été promis, dont 20 % pour les régions du Nord, où vit 10 % de la population.

Mais la situation ne s'est pas améliorée. Les attaques djihadis-

tes ne se limitent plus au nord, autour de Kidal, Gao ou Tombouctou. Elles ont gagné la région de Mopti, dans le centre. Parallèlement, la situation humanitaire s'est aggravée : 4,3 millions de personnes – soit un quart des habitants – ont besoin d'assistance, dont 1,5 million de façon « urgente », d'après l'ONU. Les besoins, évalués à 263 millions de dollars, ne sont couverts qu'à 40 %.

Avant d'être prié de ne plus répondre à la presse, Michel Rogy, responsable de projets au bureau de la Banque mondiale à Bamako, avait livré cet aveu lors d'un passage à Paris, fin mai : « Nous avons été pris de court. Nous n'avions pas imaginé que l'insécurité gagnerait le centre du pays. Cela a une incidence directe sur notre stratégie et sur nos opérations, dont certaines ont dû être abandonnées. »

Dans ces zones où les services de l'Etat sont absents ou en repli, les projets de développement sont devenus des cibles, comme les troupes internationales de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) ou françaises de l'opération militaire « Barkhane ». Pour continuer à intervenir, les bailleurs, ne pouvant plus envoyer d'expatriés occidentaux sur le terrain, ont davantage recours à des ONG locales et sont moins exigeants sur le respect de leurs procédures de contrôle.

Détournements

La géographie des projets épouse de plus en plus celle des armées quand, dans le même temps, les militaires sont encouragés à participer à des actions humanitaires. Une situation qui soulève l'in-

quiétude de certaines ONG. « Cela crée une confusion entre les acteurs civils et militaires qui met nos équipes en danger », déplore Tidiane Fall, le directeur d'Action contre la faim au Mali.

Les 3,2 milliards de dollars promis – plus d'une cinquantaine de guichets alimentent le budget malien – ont fait naître de grandes attentes. « Tout le monde veut se brancher sur le robinet [de l'aide] et la finalité n'est plus de construire une école ou un centre de santé, mais de prendre sa part pour conforter localement son propre pouvoir », analyse l'historien Charles Grémont, de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

L'aide attise les tensions, poursuit-il, citant l'exemple de l'ONG Tassaght, victime d'une perquisition musclée de la Minusma en avril, à la suite, semble-t-il, d'un acte de délation d'une ONG rivale. « L'aide n'arrive pas comme elle devrait sur le terrain et on voit des cargaisons de l'assistance humanitaire revendues sur les marchés de Bamako », témoigne un responsable associatif qui souhaite rester anonyme.

Personne n'est dupe de l'ampleur des détournements. En mai, le Fonds monétaire international (FMI) évoquait déjà de « grandes lacunes d'efficacité » dans la gestion de l'investissement public. « Le Mali perd en moyenne 43 % de la valeur potentielle de son investissement public, précisent les experts, [du fait] des coûts supplémentaires liés à la corruption et à la fraude, des dépassements de coûts, des retards... » Les dépenses publiques financées pour moitié par l'aide internationale connaissent une « évaporation » impor-

tante, et le FMI a mis en garde les responsables maliens contre l'aggravation de la frustration sociale.

Il y a un an, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, était lan-

cée l'Alliance pour le Sahel afin de fédérer l'action des bailleurs et de promouvoir une aide plus efficace aux retombées plus rapides pour les populations. Un projet

que l'envoyé spécial de la France pour le Sahel, Jean-Marc Châtaignier, résume en une phrase : « *Nous devons tirer les leçons de ce qui n'a pas marché.* » ■

LAURENCE CARMEL